

DES SYMPHONIES POUR UN AVENIR COMMUN

« Ce qui m’effraie, ce n’est pas l’oppression des méchants, c’est l’indifférence des bons. »

(Martin Luther King)

Germain
KAMBALE
Makwera,
Jésuite.
Rédacteur en
Chef adjoint de
Congo-Afrique.
gerkambale@
yahoo.fr

P our afficher le caractère planétaire de la thématique de l’environnement et ses problématiques, il est devenu récurrent de reconnaître, dans les langues de spécialité (politique, économique, juridique, journalistique, religieuse, ...), des termes qui renvoient aux manifestations de la dégradation de l’environnement : déforestation, pollution, désertification, réchauffement planétaire, ... Ces manifestations résultent principalement de la croissance économique, du progrès scientifique et technique qui ont, certes, élevé le niveau de vie et permis de résoudre de nombreux problèmes dans nos sociétés humaines ; mais elles révèlent en même temps les dynamiques de la négation de la vie que sont la prédation des ressources naturelles et la destruction des écosystèmes.

Au nom de l’amélioration des conditions de vie, le progrès technique et scientifique, dépourvu de toute sagesse¹, détruit la nature porteuse de vie. L’enjeu est, en fin de compte, la vie qui demeure la préoccupation première, dans une Afrique confrontée aux catastrophes naturelles et humaines, au commerce illégal et informel des espèces animales et végétales, ... Ces multiples défis provoquent et convoquent une nouvelle forme de réflexion à laquelle les « gardiens » de *Congo-Afrique* s’invitent, chacun à partir de son angle d’attaque.

Ainsi, Mutoy Mubiala s’interroge sur la « fracture climatique » Nord-Sud et estime que les pays industrialisés et émergents, grands pollueurs, ont l’obligation de réparer le préjudice subi par les pays du Sud, en finançant des programmes de lutte contre le réchauffement climatique dans le Sud et en y transférant des technologies adéquates afin de

1 AL GORE, *Une vérité qui dérange*, Paris, Éditions La Martinière, 2006, p. 232.

protéger l'environnement. C'est dans ce sens que Sébastien-Joseph Muyengo et Léocadie Lushombo orientent leur réflexion lorsqu'ils prônent une vision globale et intégrale de la nature, par ailleurs, principe de base de *Laudato si'*². En effet, cette encyclique souligne que tous les éléments de la nature sont interconnectés et affectent toutes les générations. Cela signifie que les dégradations sociales que l'on observe ici et là dans le monde peuvent résulter de toute une série de dégâts environnementaux, rendant difficiles les conditions de vie sur terre. L'un des facteurs explicatifs de la destruction environnementale est sans conteste l'insécurité.

En Afrique, l'insécurité politique est bien souvent entretenue et érigée en système de gouvernance³. Parmi les illustrations idoine, on peut citer la situation tragique de Beni et Butembo (RD Congo) dévoilant les limites de la Monusco, du fait que « *des relations entre les groupes armés entre eux mais aussi avec les institutions de la RD Congo et l'armée, à tous les niveaux, des relations entre les groupements armés fonctionnent aussi dans le commerce de ressources et dans les échanges de personnel* »⁴. Déjà en mai 2015, les évêques faisaient remarquer ce qui suit :

Du côté des bourreaux, nous observons la mise en place d'une terreur d'épuration systématique des personnes, d'une stratégie de déplacement forcé des populations en vue d'occuper progressivement leurs terres et de l'installation des foyers d'intégrisme religieux et des bases d'entraînement terroriste. Tout cela se passe dans un contexte d'une mafia économique et d'un affairisme politico-militaire alimenté par les pillages à grande échelle d'abondantes ressources naturelles : minières, forestières, animales et pétrolières⁵.

De fait, les activités commerciales lient les multinationales (dépourvues de toute considération à l'égard des autochtones) aux groupes armés, entretenant ainsi astucieusement une crise à long terme, source de pauvreté, de non scolarisation, du déplacement des personnes sans oublier les dégâts collatéraux... Une telle situation de vulnérabilité accrue, bien soutenue par des gouvernants cupides, augmente la pression sur l'environnement. C'est autant dire que

2 Pape FRANÇOIS, *Laudato si'* (Encyclique sur la sauvegarde de notre maison commune), Paris, La Croix, 2015.

3 Cf. J.-M. SEVERINO et O. RAY, *Le temps de l'Afrique*, Paris, Éditions Odile Jacob, 2010, pp. 23-25.

4 Extrait du rapport de l'eurodéputée Elena Valenciano, envoyée spéciale de Gianni Pittella, président du Groupe S&D du Parlement européen en RD Congo, publié dans *Le Potentiel*, N° 6856 du vendredi 14 octobre 2016, p. 5.

5 Assemblée des Évêques de la Province Ecclésiastique de Bukavu (ASSEPB), « Notre cri pour le respect absolu de la vie humaine : Message des évêques de la province ecclésiastique de Bukavu. Mon âme est rassasiée de malheur ; et ma vie est au bord de l'abîme (Ps 88, 4) », Mai 2015, paragraphe 8.

la santé environnementale dépend, avant toute chose, de la santé politique, gravement menacée par ses acteurs en Afrique. Ces acteurs privilégient leur boulimie sur l'autel de l'humanité au détriment de la nature sans laquelle l'homme est un être amputant et amputé. La nature est indispensable à l'homme, puisqu'elle fait partie de sa conscience identitaire. En abuser, c'est compromettre toute la qualité de la vie, comme on peut le constater dans de nombreuses villes africaines où les eaux pluviales et usées cohabitent avec les dérives éthiques, les toilettes et les égouts à ciel ouvert recevant toute sorte de déchets, conséquence de l'occupation de terrain sur des sites non assainis et non encore aménagés (Michel Lusamba). La qualité de la vie des populations vivant dans cet environnement est ainsi affectée ; le cadre de vie étant propice à une pollution favorable aux maladies des « mains sales » (choléra, fièvre typhoïde et autre).

Face à une telle situation d'intense dégradation de l'environnement dont les responsabilités sont, par ailleurs, différemment partagées entre le Nord et le Sud, Mutoy Mubiala estime que l'approche de coopération internationale fondée sur les droits de l'homme permettrait d'abandonner le principe du pollueur payeur, qui régit actuellement les rapports entre les pays grands émetteurs de gaz à effet de serre et les pays pauvres, au profit du principe de « pollueur réparateur ». L'avantage de ce dernier principe est que la réparation requise du pollueur a pour objectif principal de rétablir l'équilibre écologique rompu et de prévenir des détériorations ultérieures de l'écosystème global. Au niveau local, Léocadie Lushombo propose, comme stratégie, la *Foresterie Communautaire* qui veillerait à ce que les populations concernées puissent participer à la gestion et à la protection de leurs terres. Cela suppose une sensibilisation à tous les niveaux et une implication de tous, comme stratégies pour la réussite du projet (Sébastien-Joseph Muyengo). Tous les acteurs (gouvernements, communautés locales, mouvements citoyens, ...) ont le devoir de développer le goût de vivre en harmonie avec la nature, en recourant aux remèdes que ce numéro de *Congo-Afrique* propose à ses lecteurs... Bonne lecture ! ■